



2 La nouvelle mondialisation et ses défis

Philippe Le Prestre

Bonjour, Je suis le professeur Philippe Le Prestre, directeur de l'Observatoire de l'écopolitique internationale de l'Université du Québec à Montréal, au Canada.

Aujourd'hui, dans le cadre de la deuxième session du cours, nous allons aborder le sujet de la mondialisation et de ses défis.

Beaucoup, aujourd'hui, ont l'impression que leur vie est régie par des forces lointaines, dynamiques, difficilement compréhensibles mais de grande envergure, qui perturbent leurs habitudes quotidiennes ou accroissent leur sentiment d'insécurité. Dans le passé, ces personnes, leurs parents ou grands-parents, ont pu vivre les bouleversements causés par la guerre, les génocides, la dépression économique, les maladies et la famine, et dû s'adapter à la présence d'armes de destruction massive qui ont détruit tout sentiment de sécurité que l'éloignement des grands centres de conflits mondiaux pouvait avoir induit. Mais ces personnes ont aussi vécu le développement de l'aviation, le téléphone, la télévision et d'autres merveilles technologiques, ainsi que le développement de l'état providence dans les pays industrialisés. De nos jours, des changements de cette importance semblent survenir continuellement, de différentes façons et par le biais de processus qui englobent tout le monde et que personne ne comprend tout à fait ou ne peut contrôler. Beaucoup ont su tirer avantage de la nouvelle liberté que procurent ce que Jacques Attali a appelé les objet « nomades », et des nouvelles opportunités qu'offre le processus de « **mondialisation** » en cours. D'autres, en revanche, ne voient dans les bouleversements technologiques, l'interdépendance des sociétés et des économies, la diffusion de certaines valeurs ou le développement des communications — tous phénomènes que capture ce terme de « mondialisation » — qu'une

menace à la capacité des sociétés de définir et poursuivre le bien commun et de se doter d'un projet — ce que Zaki Laïdi a appelé une quête de « sens ».

Le G8 a longtemps partagé cette inquiétude au sujet de la mondialisation. C'est au Sommet de Toronto en 1988 que le G8, alors appelé G7, fait état du processus de mondialisation. Après s'être consacré, de 1989 à 1995, à la gestion de la fin de la guerre froide et avoir accepté la Russie démocratique au sein du groupe, le G7 décide de concentrer principalement ses travaux sur la mondialisation dès le Sommet de Lyon en 1996. Depuis, il se trouve continuellement aux prises avec ce sujet complexe, tentant de faire valoir les avantages de la mondialisation, de réduire les coûts qui y sont associés, de l'encadrer afin que la collectivité mondiale puisse en tirer profit et de répondre aux attentes d'une société civile toujours plus active.

Dans le cadre de son travail, le G8 a dû répondre aux questions fondamentales soulevées par la mondialisation. Dans quelle mesure les changements apportés par la vague actuelle de mondialisation sont-ils nouveaux et quelle est leur portée? Quelles sont les répercussions de la mondialisation, qui pourra en bénéficier et qui sera désavantagé? Mais surtout, comment peut-on encadrer la mondialisation afin que tous puissent y trouver leur compte?

Ces interrogations ont suscité de vives discussions. Ceux qui ont la mémoire longue se rappelleront l'expansion mondiale de l'Europe entre le quinzième et le dix-neuvième siècle et diront que la mondialisation d'aujourd'hui n'a rien de nouveau. Ils soutiendront que les tendances actuelles vers une ouverture des sociétés à l'échelle du Globe sont modestes du point de vue historique, et que les États-nations d'aujourd'hui sont plus que jamais en mesure de contrôler leurs frontières ou l'accès à leur

société. Après tout, on pouvait voyager sans passeport en Europe, au 19^e siècle. D'autres répliqueront que, malgré les interruptions causées par la guerre et la dépression au vingtième siècle, le processus de mondialisation mené par l'Europe est un phénomène historique inévitable qui, avec le temps, sera adopté par tous. Pourtant, certaines personnes prétendent que les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'Internet et la médecine donnent à la mondialisation d'aujourd'hui un goût d'innovation, une portée mondiale et des retombées encore jamais vues et impossibles à contrôler, même par les gouvernements nationaux les plus puissants. D'autres, en revanche, ripostent que la mondialisation d'aujourd'hui n'est pas inévitable mais découle de décisions délibérées d'ouverture que les gouvernements ont prises et qui promettent d'apporter prospérité et liberté, et qu'elle pourrait être contrôlée, voire inversée si ces gouvernements et leurs citoyens le désiraient.

La mondialisation d'aujourd'hui est-elle un phénomène ancien, un phénomène historique inévitable, un produit des nouvelles technologies ou le résultat d'un choix démocratique? Cet exposé soulignera que la mondialisation d'aujourd'hui est effectivement un nouveau phénomène, de par sa rapidité, sa force, sa portée, sa simultanéité et son ampleur. Laisée à elle-même, elle fournit de grands avantages mais à un prix. Toutefois, aujourd'hui, la mondialisation n'est pas laissée à elle-même. Les grandes puissances la stimulent tout en tentant de la baliser; et, par l'entremise du G8, elles tentent à la fois de créer la liberté et la prospérité qui accompagnent l'ouverture tout en contrôlant les coûts afférents et en s'assurant qu'elle répond aux besoins sociaux et environnementaux de toutes les sociétés. Certains diront que c'est la quadrature du cercle; d'autres souligneront que ce souci entraîne la nécessité de développer de nouveaux niveaux et de nouvelles formes de gouvernance mondiale, ce à quoi le G8 s'affaire déjà.

A. La mondialisation, le passé et le présent

Dans un texte célèbre, l'éminent économiste britannique John Maynard Keynes décrit comment un homme vivant à Londres au 19^e siècle pouvait, chaque jour, obtenir des produits provenant des marchés de la plupart des régions éloignées du globe, et même voyager et communiquer avec celles-ci. Compte tenu de sa position privilégiée, ce Londonien tirait profit de la première vague de la mondialisation. Cette vague d'expansion européenne a débuté par les aventures maritimes du Portugal le long des côtes de l'Afrique au 15^e siècle, s'est poursuivie vers l'ouest avec la découverte des Amériques et s'est répandue aux quatre coins du globe grâce à l'impérialisme espagnol, néerlandais, français et britannique. Elle était facilitée par le développement des techniques de navigation et par une nouvelle technologie de la communication, l'imprimerie, qui a permis la diffusion de la bible et des théories du siècle des Lumières, puis, au siècle suivant, renforcée par les nouvelles technologies des bateaux à vapeur, des chemins de fer et par le « progrès » de l'armement. Cette vague a été caractérisée (i) par le déplacement en masse d'esclaves principalement d'Afrique, et d'immigrants européens vers les nouvelles terres des Amériques et de l'Australie, par la libération des échanges économiques après l'abolition des lois restrictives par la Grande-Bretagne dans les années 1840 (Corn Laws), la mobilité des capitaux provenant des capitales européennes et l'établissement de la « ligne rouge continue (all-red-line) » visant à assurer à la Grande-Bretagne la liberté de navigation nécessaire au contrôle d'un empire qui s'étendait autour du monde.

La première vague de mondialisation était essentiellement un système **impérial** créé et contrôlé par les capitales européennes, principalement au profit des citoyens qui se trouvaient sur place et des membres de leurs familles émigrés à l'étranger. Cette mondialisation était loin d'être un processus inévita-

ble. Le développement d'États-nations puissants au 19^e siècle, ainsi que les deux guerres mondiales et la dépression qu'ils ont créées au début du vingtième siècle, ont sonné le glas de ce modèle. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme classique en tant que modèle de gouvernance mondiale a commencé à disparaître.

La deuxième vague de mondialisation a débuté à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Sous l'autorité des États-Unis et de la Grande-Bretagne, avec l'aide du Canada, de la France, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des vainqueurs de la guerre, les grandes puissances ont commencé à libéraliser les finances internationales et à réduire les barrières tarifaires érigées suite à la dépression et à la guerre. Cette fois, elles se sont dotées de nouvelles institutions internationales chargées d'établir et de faciliter le respect de nouvelles règles internationales. On pense ici au système dit de Bretton Woods que constituaient le **Fonds monétaire international (FMI)**, la **Banque mondiale**, créés en 1945, et l'**Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce** (maintenant le **World Trade Organization**) conclu en 1947.

Cette deuxième vague de mondialisation était beaucoup plus limitée que la première. En raison de la guerre froide, les pays communistes en étaient exclus. La participation des États en voie de développement était limitée. Sur le continent européen, où l'on se remettait de la guerre, les efforts de libéralisation avaient un horizon régional plutôt que mondial. Le contrôle sévère exercé par les gouvernements nationaux ne permettait pas les déplacements de personnes, de produits et de messages aussi librement qu'au cours du dix-neuvième siècle. De plus, les nouvelles organisations multilatérales soutinrent le droit de ces gouvernements d'établir des règles spécifiques au sein de leurs frontières et de bâtir les fondements de l'État-providence moderne. Si mondialisation il y avait, elle était balbutiante, limitée et contrôlée par les gouvernements en place.

La troisième vague de mondialisation, la vague actuelle, n'a pas de point de départ précis, mais ses caractéristiques essentielles sont maintenant claires. On peut en identifier cinq qui la démarquent des vagues précédentes. La première caractéristique, qui est l'essence-même d'un des principaux instruments et symboles de la mondialisation, l'Internet, est la *rapidité*, c'est-à-dire la capacité de communiquer avec plusieurs personnes n'importe où dans le monde, de façon instantanée, à un faible coût (ou gratuitement) et en temps réel. La deuxième caractéristique est la *force*, en raison de l'augmentation rapide de l'ouverture et de la connectivité grâce à l'Internet. La troisième est la *portée*, dans le sens où ce phénomène affecte de nombreux domaines de la vie économique et sociale et où l'on assiste à une convergence de nombreux aspects de la vie quotidienne de par le monde. La quatrième est la *simultanéité*, puisque n'importe quelle personne membre du réseau mondial, et pas seulement les personnes situées en son centre, peut facilement initier des échanges d'information sur le Web et en tirer profit. Enfin, la cinquième caractéristique est l'*ampleur*, puisque de plus en plus de gens deviennent membres d'une collectivité mondiale interreliée dont le sort collectif touche chaque personne et est touché par chaque personne.

Ce ne sont plus seulement les élites dans la ville impériale de Londres qui tirent profit de la mondialisation, comme dans l'exemple de Keynes, mais des gens ordinaires de partout qui participent à la mondialisation d'aujourd'hui, qui en tirent profit et qui l'influencent. Nous nous retrouvons tous maintenant dans la même situation, pour le meilleur et pour le pire. Chaque jour, les choses que nous produisons et que nous consommons, les gens avec qui nous traitons, et les renseignements, les idées et la valeur de l'argent que nous utilisons dépendent de plus en plus du monde extérieur à l'État-nation où nous habitons.

B. Les avantages et les coûts de la mondialisation

La mondialisation peut être avantageuse pour tous, car elle permet d'offrir un plus grand choix à un coût moins élevé. Elle peut favoriser la libre diffusion des idées. Elle permet la création de coalitions mondiales visant à améliorer la transparence, la responsabilisation, la démocratie et la responsabilité sociale d'organisations et de régimes autrefois fermés. Cependant, la mondialisation ne touche pas et n'habilite pas tout le monde de la même façon. Ses conséquences ne sont pas nécessairement équitables. Certains gagnent, d'autres perdent. En outre, sans intervention, ces conséquences seront plus rapides et auront plus de force, de portée et d'ampleur que jamais.

En général, la mondialisation crée un espace où le « vainqueur » est en mesure de ramasser toute la mise : la meilleure personne ou la meilleure entreprise peut conquérir l'ensemble du marché mondial (Friedman 1999). Il n'y a plus aucune barrière nationale qui permette d'assurer à ceux qui sont les meilleurs dans un pays, mais qui sont seulement au deuxième rang au niveau mondial, un espace protégé où ils pourront survivre et prospérer. La mondialisation est avantageuse pour les pays, les régions et les sociétés situés sur les voies principales de transport et de communication du monde, disposant de climats et d'écosystèmes favorables, dotés d'une main d'œuvre possédant un haut niveau de compétence et tournés vers l'extérieur. De prime abord, elle est particulièrement avantageuse pour les personnes qui sont branchées à Internet, qui sont très instruites, qui parlent plusieurs langues, qui connaissent plusieurs cultures, qui sont mobiles et qui possèdent des compétences très recherchées. Il reste donc à savoir si cette avance anticipée pour les quelques personnes privilégiées créera un écart permanent encore plus important entre celles-ci et la grande majorité qui sont encore sur la ligne de départ, ou si les retardataires seront progressivement inclus dans le réseau de la

mondialisation et pourront en tirer profit.

Peu importe la réponse à long terme, il est clair qu'à court terme, la mondialisation crée des perdants et des gagnants. Les personnes moins branchées, moins instruites, moins mobiles et moins compétentes peuvent facilement être oubliées. Bien que le libre-échange offre aux producteurs concurrentiels l'accès aux marchés mondiaux et aux consommateurs un plus grand choix à un coût moins élevé, il crée des difficultés pour les producteurs des marchés nationaux protégés dont les produits se limitent aux préférences locales. Les coûts peuvent être très élevés dans les endroits où les produits et les préférences sont essentiels au maintien des identités, de la langue, de la culture, des communautés locales et des sociétés nationales distinctes. De plus, la portée et l'ampleur de la production destinée aux marchés mondiaux, ainsi que le transport à grande distance qu'elle implique, peuvent avoir des répercussions environnementales négatives.

De même, la libre circulation des capitaux peut les amener là où les économies locales ne permettent pas de répondre aux besoins locaux et où ces capitaux peuvent faciliter un développement économique profitable à tous. Cependant, comme l'ont démontré les crises financières asiatiques devenues crises financières mondiales de 1997 à 1999, ce qui entre rapidement dans un pays en sort tout aussi, sinon plus, rapidement, ruinant des pays, des communautés, des familles, des citoyens et des écosystèmes (Kaiser, Kirton et Daniels, 2000). Aujourd'hui, les voyageurs peuvent propager des maladies infectieuses associées à des régions tropicales lointaines aux populations mal protégées de l'Amérique du Nord et de l'Europe. On a vu des cas de paludisme aux abords de l'aéroport Charles-de-Gaulle. D'un autre côté, la médecine moderne et les conseils d'hygiène publique disponibles par le biais d'Internet peuvent aider les communautés pauvres d'Afrique à combattre des maladies mortelles telles que le Sida, le paludisme et la tuberculose.

C. La contribution du G8 à la gouvernance de la mondialisation

Depuis sa création en 1975 en tant que G7, le G8 a cherché à améliorer les avantages de la mondialisation en sanctionnant les taux de change flottants et en exigeant que les dirigeants des pays membres s'opposent aux pressions **protectionnistes** auxquelles tous sont soumis. Dans les années 80, ses membres ont initié une transformation du rôle de l'État dans les économies nationales et accordé plus d'espace (certains diront beaucoup trop d'espace) aux forces du marché et aux firmes étrangères. Au milieu des années 90, dans le cadre de la *Conférence ministérielle de la Société de l'information mondiale*, ils ont tenté d'exploiter la nouvelle génération des technologies de l'information en développant des systèmes de connexions rapides dont tout le monde pourrait tirer profit.

Certains interprètent cette initiative du G8 comme l'illustration d'une tendance à créer des règles destinées à profiter essentiellement aux grandes sociétés multinationales, à leurs actionnaires et directeurs aux États-Unis et dans les autres pays riches de l'hémisphère nord, et comme visant essentiellement à enchâsser des valeurs **néo-libérales** (Gill 1993). D'autres insistent sur l'engagement novateur du G8 envers la démocratie, les droits de la personne et le progrès social, et sur l'accent mis, depuis le tout début, sur l'équilibre entre le libéralisme économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement (Kirton 2002). Plus récemment, John Kirton a souligné qu'en raison des répercussions de la crise financière asiatique, le G8 a proposé sans hésitation, au Sommet de Cologne de 1997, de doter la mondialisation de gardes-fou et d'une dimension sociale (Kirton 2001). Pourtant, certaines personnes considèrent toujours que cette intervention n'est qu'un leurre qui masque une idéologie profondément néo-libérale qui accroît les inégalités et réduit l'État à une peau de chagrin (Dallaire 2001).

Depuis 1996, le G8 s'est régulièrement concentré sur la situation difficile des pays en voie

de développement, et plus particulièrement ceux d'Afrique puisqu'il s'agit de la seule grande région qui n'est pas en mesure de bénéficier des avantages offerts par la mondialisation. Lors du Sommet d'Okinawa de 2000, même si l'Asie était au centre des discussions, le G8 s'est concentré sur le développement et sur les façons de réduire le « **fossé numérique** » et le « **fossé de la santé** » qui constituent des obstacles critiques à la réduction de la pauvreté en Afrique. Cet effort s'est poursuivi lors du Sommet de Gênes en 2001, où les dirigeants du G8 ont accepté d'aider les dirigeants africains en collaborant à la création d'un **Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique** (NPDA), qui sera mis au point et appuyé par un plan d'action dans le cadre du Sommet de Kananaskis en 2002.

Ce changement de cap est accompagné d'innovations institutionnelles qui précisent la façon dont la gouvernance mondiale sera exercée en cette période de mondialisation rapide. Le Sommet d'Okinawa a permis la création du Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (le Dot Force). Ce groupe se compose d'experts du G8 et d'autres pays, d'organisations, de firmes et de sociétés civiles internationales. Son mandat est d'explorer les façons de combler le fossé numérique. Ce sommet a également permis la création du Groupe de travail sur les énergies renouvelables dont l'objectif est de définir une voie vers une sécurité énergétique respectueuse de l'environnement.

L'innovation la plus importante eut lieu l'année suivante à Gênes, où le G8 a créé le FMI pour la lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose. Pour combattre ces crises dans le domaine de la santé, ce fonds a mobilisé plusieurs milliards de dollars provenant des gouvernements des pays membres du G8 et d'entreprises pharmaceutiques. Pour veiller à ce que ces sommes soient mises à la disposition de ceux qui en ont réellement besoin, le fonds a mis de côté l'ancien modèle qui canalisait les sommes accordées vers les organisations internationales (lentes et lourdes) qui les

remettaient ensuite aux gouvernements des pays récipiendaires pour ensuite les distribuer. Le fonds a plutôt créé un nouvel organisme doté d'un petit secrétariat souple qui est en mesure de distribuer l'argent rapidement aux **organisations non gouvernementales (ONG)** des pays récipiendaires, afin de s'assurer qu'il est utilisé de façon adéquate.

À Kananaskis, le G8 aidera les dirigeants africains à participer au Sommet et s'assurera que les forces sociales de leurs pays puissent être associées aux efforts visant à promouvoir le développement durable de l'Afrique. Il est impossible de savoir s'ils réussiront à contrôler les coûts et à faire valoir les avantages de la mondialisation aux dirigeants africains, mais il est évident qu'ils sont décidés à tenter leur chance.

Références

DALLAIRE, Sebastian « Continuity and Change in the Global Monetary Order », p. 95 à 112 dans John Kirton et George von Furstenberg (éditeurs), *New Directions in Global Economic Governance : Managing Globalization in the Twenty-First Century* (Ashgate : Aldershot), 2001.

FRIEDMAN, Thomas, *The Lexus and the Olive Tree* (Farrar Straus & Giroux : New York), 1999.

GILL, Stephen, « Structural Changes in Multilateralism : The G7 Nexus and the Global Crisis », dans Michael Schechter (éditeur), *Innovation in Multilateralism* (St. Martin's Press : New York), 1999.

KAISER, Karl, John KIRTON et Joseph DANIELS (éditeurs). *Shaping a New International Financial System : Challenges of Governance in a Globalizing World*, (Ashgate : Aldershot), 2000.

KIRTON, John « Embedded Ecologism and Institutional Inequality : Linking Trade, Environment and Social Cohesion in the G8 », p. 45 à 72 dans John Kirton et Virginia Maclaren (éditeurs), *Linking Trade, Environment, and Social Cohesion : NAFTA Experiences, Global Challenges* (Ashgate : Aldershot), 2002.

KIRTON, John, Joseph DANIELS et Andreas FREYTAG. « The G8's Contributions to Twenty-First Century Governance », p. 283 à 306 dans John KIRTON, Joseph DANIELS et Andreas FREYTAG (éditeurs), *Guiding Global Order : G8 Governance in the Twenty-First Century* (Ashgate : Aldershot), 2001.

ROBERTS, J. M. *The Penguin History of the World* (Penguin Books : Londres), 1995.

Documents supplémentaires suggérés

BAYNE, Nicholas (2000), « The G8 and the Globalisation Challenge ». Préparé pour l'Academic Symposium G8 2000 sur « New Directions in Global Governance: G8's Okinawa Summit », Okinawa, Japon, 19-20 juillet, 2000, <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/bayne2000> (mai 2002).

JOHNSON, Pierre Marc (2001), « Creating Sustainable Global Governance », p. 245 à 282 de John KIRTON, Joseph DANIELS et Andreas FREYTAG (éditeurs), *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century* (Ashgate: Aldershot). Voir aussi « Beyond Trade: Broadening the Globalisation Governance Agenda », version préliminaire préparé avec Karel MAYRAND <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/johnson2000/index.html> (mai 2002).

JOHNSON, Pierre Marc (2000), "Strengthening Canada's Environmental Community Through International Regime Reform: Twenty-First Century Challenges" [vidéo], adresse principale à la EnviReform conférence, Toronto, 16-18 novembre <www.envireform.utoronto.ca/envireform/conference/webcast.html#keynote> (mai 2002).

KIRTON, John (2001), « International Constraints and Transnational Diffusion: The Dynamics of G8 Effectiveness in Linking Trade, Environment and Social Cohesion ». Préparé pour le « 2001 Berlin Conference on the Human Dimensions of Global Environmental Change on Global Environmental Change and the Nation State », Berlin, 7-8 décembre, 2001. Version révisée, 31 janvier, 2002 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/011207.pdf> (mai 2002).

Questions à débattre

1. La mondialisation d'aujourd'hui est-elle un phénomène ancien, un phénomène historique inévitable, un produit des nouvelles technologies ou le résultat d'un choix démocratique?
2. Dans quelle mesure et de quelles façons la deuxième vague de mondialisation, qui a eu lieu après la Deuxième Guerre mondiale, a-t-elle compensé les coûts, amélioré les avantages et modifié l'équilibre entre les coûts et les avantages de la première vague de mondialisation lancée par l'expansion impériale européenne?

Exercice

1. Quelle était la profession de John Maynard Keynes?
 - a. Politicien
 - b. Marin
 - c. Économiste
 - d. Missionnaire
2. En quelle année Christophe Colomb a-t-il découvert les Amériques?
 - a. 1500
 - b. 1492
 - c. 1776
 - d. 1812